

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 27/01/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Chausson Matériaux

60 Rue de Fenouillet
31140 Saint-Alban

Références : 0003106085/2025/36
Code AIOT : 0003106085

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement Chausson Matériaux implanté 1 avenue Gustave Eiffel zone Arcadys III 17400 Saint-Jean-d'Angély. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a porté sur les 2 thèmes suivants :

- Récolement de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site,
- Action Nationale COV 2024 (contrôle des rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV)).

La mise en activité des autoclaves est récente, elle a eu lieu au début d'automne 2024.

Le site étant toujours en phase de démarrage, les activités de traitement du bois pilotées par automate ne sont pas encore en service et l'exploitant rencontre des difficultés de mise en service sur ces équipements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Chausson Matériaux
- 1 avenue Gustave Eiffel zone Arcadys III 17400 Saint-Jean-d'Angély
- Code AIOT : 0003106085
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site CHAUSSON MATERIAUX de Saint-Jean-d'Angély est spécialisé dans la transformation, le traitement et le stockage de bois bruts et traités, destinés à la fabrication de produits bois industriels pour le marché de la construction.

La société CHAUSSON MATÉRIAUX a déposé le 12 avril 2023 un dossier de demande d'autorisation environnementale relative au projet de mise en place d'une plateforme de transformation, traitement, stockage et picking du bois.

Les activités sont maintenant réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2024. L'installation relève de la directive IED (Industrial Emission Directive) au regard de la rubrique 3700 (préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 mètres cubes par jour, autre que le seul traitement contre la coloration) pour une capacité de traitement = 258 m³/j.

L'établissement est situé sur une surface totale de terrain de 7,9 ha.

Hormis les voiries, parkings et espaces verts, le site est constitué de :

o un bâtiment Plateforme de 15 938 m² constitué de :

- Une zone de stockage du bois d'une surface de 12 092 m² ;
- Une zone de picking et de traitement du bois d'une surface de 3 845 m² ;
- D'un bâtiment accolé d'accueil, bureaux et locaux sociaux de 328 m² ;

o un bâtiment Usinage de 2 364 m² comprenant :

- une zone de stockage de bois ;
- une zone d'usinage et de traitement du bois.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Air COV
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 1.6	Demande d'action corrective	1 mois
3	Servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome	Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Utilisation efficace des ressources	Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe, point 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Eaux pluviales et	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de ruissellement	29/04/2024, article 3.2.3		
8	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 3.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Limitation des niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 5.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Stockages de bois	Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 6.2.3 et 6.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 6.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 6.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/07/2024	Sans objet
5	Captation et canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
6	Contrôles des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 2.2.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative du site est conforme à celle prévue par son arrêté d'autorisation.

L'exploitant doit renforcer des consignes relatives à la surveillance et l'entretien de certaines installations et le respect des modalités de stockage du bois telles que définies par son arrêté d'autorisation.

Il doit réaliser le plan d'échantillonnage des sources susceptibles d'émettre des COV et leur

première mesure de contrôle, la surveillance des eaux souterraines et la mesure de bruit.
L'inspection demande des justificatifs concernant le dimensionnement et les modalités de fonctionnement de la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie et les analyses des rejets d'eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/07/2024
Thème(s) : Situation administrative, Vérification de la situation administrative
Prescription contrôlée : Vérification de la situation administrative
Constats : Selon l'exploitant, l'exploitation du site au titre de son arrêté d'autorisation a commencé depuis deux mois. Certaines installations sont encore en phase de déploiement. Lors de la présente visite, l'exploitant présente le point de situation des stocks de bois du site au 02/12/2024. Le volume présent est de 3607 m ³ , soit en deçà du volume prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'inspection a constaté que la machine K2 de travail du bois est en place dans le bâtiment Usinage. Elle n'est pas en fonctionnement au moment de la visite (panne). Concernant les rubriques liées au traitement du bois : <ul style="list-style-type: none">• Le relevé des stocks de produits relevant de la rubrique 4510 (Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1) fait état de 39,1 tonnes (pour une quantité autorisée de 61.5 tonnes) le jour de la visite. L'état des stocks quotidien enregistré depuis avril 24 fait apparaître une quantité maximale de 40,1 tonnes.• Concernant la rubrique 3700, au maximum 1,2 m³/jour a été traité depuis la mise en service (autoclave + cabine), pour une capacité totale de traitement autorisée de 258 m³/j. Ainsi, la situation administrative de l'établissement est inchangée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 1.6
Thème(s) : Autre, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Le site est en autorisé à fonctionner de 6 h à 21 h du lundi au vendredi sous réserve de la présence des salariés. Dans tous les cas, l'exploitation de l'ensemble des installations est faite sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne compétente désignée par l'exploitant et ayant une

<p>connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des équipements mis en œuvre.</p> <p>L'exploitant est en mesure, en permanence, de mettre en œuvre les moyens de sécurité notamment ceux fonctionnant par une action humaine.</p> <p>Sous ces conditions, les transtockeurs / transbordeurs et autoclaves peuvent fonctionner en automatique en continu 24h / 24.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le site étant toujours en phase de démarrage, la mise en service en continu des autoclaves n'est pas encore réalisée (en perspective pour l'été 2025) et le fonctionnement de l'automate de stockage est toujours en rodage.</p> <p>Ainsi, les horaires de fonctionnement sont actuellement 8h - 17h30.</p> <p>Le site accueille 19 salariés, dont en permanence au moins l'un des trois responsables des activités parmi le responsable de site, le responsable d'exploitation et le responsable maintenance.</p> <p>Le sprinklage et la détection mis en place dans le bâtiment Plateforme disposent d'un report sur leurs 3 numéros de téléphone portable.</p> <p>Le bâtiment Usinage ne fonctionne pas en dehors des horaires de présence des personnels.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant définit les procédures de mise en sécurité du site destinées aux personnes d'astreinte, précisant la mise en œuvre des moyens de sécurité, notamment ceux fonctionnant par une action humaine (dont vanne d'isolement du bassin de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 1.7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Conditions d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les installations étant concernées par les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de St-Jean-d'Angély-St-Denis-du-Pin, les consignes intègrent notamment qu'en cas de travaux nécessitant l'utilisation d'un engin de levage (fixe ou mobile), l'exploitant doit déposer une demande sur la plateforme prévue à cet effet à l'adresse suivante : https://guichet-unique-obstacles.aviation-civile.gouv.fr/, avec un préavis minimum de 1 mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que tous les travaux sont pilotés par une intervention des services supports au niveau du siège du groupe. Il a présenté la fiche d'intervention du service Travaux qui précise la contrainte d'information de la plateforme de l'aviation civile.</p> <p>La note interne ne précise pas le délai de prévenance d'un mois et le fait que l'information est nécessaire en cas de mise en œuvre d'un moyen de levage.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète sa fiche d'intervention sous 1 mois et y précise le délai de prévenance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Utilisation efficace des ressources

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe, point 6	
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des émissions	
Prescription contrôlée : 6. Réduction des émissions résultant de la livraison, du stockage et de la manutention des produits chimiques de traitement L'exploitant applique la technique a ou b et toutes les techniques c à f indiquées ci-dessous.	
Technique	Description
a	Dispositif de refoulement des vapeurs vers la cuve ou la citerne du camion
b	Unité de récupération des vapeurs
c	Techniques visant à réduire les pertes par évaporation dues à l'échauffement des produits chimiques stockés
d	Sécurisation des points de distribution
e	Techniques de prévention des débordements lors du pompage
f	Conteneurs de stockage fermés
Constats : Un cycle d'autoclavage étant en fonctionnement, l'inspection n'a pas pu accéder au lieu de stockage et d'utilisation des produits de traitement par les autoclaves, au regard des sécurités mises en place dans l'objectif de l'exploitation automatisée des installations. Pour le remplissage de la réserve de produits de traitement pur pour les autoclaves, l'exploitant a indiqué les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - le camion entre en totalité dans le bâtiment ; - la connexion entre le réservoir du camion et la cuve du site est de type rapide ; - le transfert ne nécessite pas d'ouverture de la cuve (qui est close en permanence) et empêche toute émanation de produit. L'exploitant indique à l'inspection ne pas avoir relevé la présence d'évent. - l'opération est réalisée sous la surveillance continue d'un opérateur. Le contrôle de niveau dans la cuve est fait par capteur informatique. Elle est équipée d'une alarme de niveaux haut et bas : visuelle et sonore. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un justificatif du bon fonctionnement des alarmes	

ni les consignes pour l'interprétation des alarmes qui doivent être affichées au poste de travail.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie de l'intégration des tests d'alarme aux procédures de contrôle interne et de l'affichage de consignes pour l'interprétation des alarmes. L'exploitant transmet tout élément technique ou des plans permettant de confirmer l'absence d'événement sur le réservoir de stockage du produit de traitement du bois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Captation et canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Concernant les poussières de bois, l'exploitant indique que le fonctionnement de la machine K2 est asservi au fonctionnement du système d'aspiration. Cette disposition n'a pas pu être vérifiée dans la mesure où la machine était en panne. Les sciures/poussières sont récupérées dans une benne de stockage raccordée à l'équipement d'aspiration par une manche. Sa capacité est de 3,8 m ³ , ce qui correspond à la limite de 1880 kg fixée par l'arrêté d'autorisation. L'inspection a consulté la consigne de nettoyage de la machine K2 qui prévoit une fréquence hebdomadaire (procédure référencée 12.3). Concernant les équipements de traitement du bois, l'exploitant a consulté la fiche de consigne des contrôles internes et de maintenance préventive (hebdomadaire, semestriel ou annuel). La traçabilité du contrôle et des actions est assurée (fiches de suivi consultées des 6/11 et 02/12). Le fonctionnement de la cabine d'aspersion est asservie à la fermeture de la bâche, pour en limiter les rejets diffus. L'inspection a consulté la procédure de fonctionnement de l'équipement mais ne l'a pas vu en fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôles des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 2.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
Prescription contrôlée : Les produits utilisés pour le traitement du bois contenant une part de composés organiques volatils (COV), l'exploitant s'assure de l'absence d'émissions de COV.

Pour cela, il réalise un suivi des rejets diffus vis-à-vis des COV au niveau des installations de traitement du bois (cellule 3 du bâtiment Plateforme et auvent du bâtiment Usinage).

Point de rejet	Installations	Paramètre	VLE	Fréquence
N° 2	Bâtiment Plateforme - Cellule C3 Autoclave	COVT	< limite de quantification	Une fois par semestre
N° 3	Bâtiment Usinage - Auvent Cabine d'aspersion	COVT	< limite de quantification	Une fois par semestre

Les contrôles mentionnés dans le tableau ci-dessus sont réalisés sur la base d'un plan d'échantillonnage établi à partir d'un recensement exhaustif des sources susceptible d'émettre des COV et de la liste des solvants présents dans les produits de traitement utilisés.

Sont ainsi recensées les émissions diffuses et canalisées liées à l'ensemble des parties de l'installation sur lesquelles sont utilisés les produits de traitement contenant des solvants. Les émissions depuis la pompe à vide des autoclaves font impérativement partie de ce recensement.

Le plan d'échantillonnage doit être représentatif de l'ensemble des périodes et conditions d'exploitation (opérations de traitement en cours, remplissage/ouverture/vidange des capacités...) et de la liste des solvants présents dans les produits de traitement utilisés.

Le recensement ci-dessus et le plan d'échantillonnage qui en découle font l'objet d'une notice explicative permettant de justifier qu'il intègre effectivement les objectifs mentionnés ci-dessus. [...]

Constats :

L'exploitant a précisé que le plan d'échantillonnage est défini au regard des produits utilisés. La proposition de prestation d'analyses est en cours d'étude. L'intervention est prévue en janvier 2025. Les résultats sont attendus pour la fin du 1^{er} trimestre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux pluviales et de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

La gestion des eaux pluviales se fait par infiltration à la parcelle, au moyen d'un bassin qui occupe une surface de fond de 2 630 m².

Son volume de 1 820 m³ permet de retenir et d'infiltrer les eaux pluviales.

Les effluents doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières

<p>déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</p> <p>Les eaux pluviales circulant sur les voiries en enrobés transitent par un système de séparateurs à hydrocarbures avant rejet final par infiltration dans le sous-sol.</p> <p>Les équipements de traitement sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues le nécessite et dans tous les cas au moins une fois par an.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En amont du bassin d'infiltration et de régulation, un bassin de rétention en cas d'incident de 440 m³ est mis en place.</p> <p>Le cas échéant, les eaux incendie potentiellement polluées sont récupérées dans ce bassin de rétention étanche dédié de 440 m³, de même que les déversements accidentels de produits et eaux pluviales éventuellement porteuses de contaminants, notamment en cas d'incendie.</p> <p>En cas d'incident, la vanne de confinement située sur la canalisation amont du bassin de rétention est actionnée sans délai pour contenir les eaux polluées en vue de leur pompage et transfert pour traitement adapté.</p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le système de séparateurs à hydrocarbures, l'exploitant a présenté le bon d'intervention 03/12/2024 - SNATI - 18205611.1 (Eaux + Boues). La traçabilité du déchet est assurée par un BSDD.</p> <p>Le bon fonctionnement de la vanne de confinement située entre le bassin de rétention et le bassin d'infiltration a été vérifié le jour de la visite.</p> <p>L'ensemble est cerné par une clôture et un portillon fermé à clé en garde l'entrée. Un escalier permet l'accès en fond de bassin.</p> <p>En revanche, le chemin d'accès n'est ni sécurisé ni signalé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant sécurise l'accès à la vanne de confinement et assure la signalisation de sa position.</p> <p>Il intègre le test systématique de la vanne de confinement dans la procédure d'entretien des bassins.</p> <p>L'inspection recommande également la mise en place d'une bouée de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 3.3.2			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux			
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité les contrôles suivants :			
Point de rejet	Paramètres	Périodicité de la mesure	Transmission
N°2	Tous	Mensuelle	GIDAF
Constats : L'exploitant indique avoir fait procéder au premier prélèvement la veille de la présente visite. Le groupe Chausson Matériaux disposant d'un contrat cadre au niveau national, la prestation mensuelle est prévue à être intégrée dans la mise à jour 2025 du contrat.			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet dès réception les résultats d'analyse via GIDAF. Il respecte la fréquence mensuelle de contrôle.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 1 mois			

N° 9 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise les actions suivantes : - il procède à une surveillance renforcée des eaux pluviales en entrée du bassin d'infiltration conformément aux dispositions prévues par le chapitre 3.3 du présent arrêté ; - il procède au moins mensuellement au contrôle visuel des installations (rétention, stockages et activités mettant en œuvre les produits de traitement du bois) et assure la traçabilité de ces contrôles et des éventuelles mesures correctives mise en place. En complément, l'exploitant réalise, une étude « état zéro de la qualité de l'eau » dans un forage existant hors emprise du site d'étude et situé en aval hydraulique, afin de suivre la qualité de la nappe en cas de doute sur les eaux infiltrées. Il analyse les paramètres définis à l'article 3.3. Il transmet les résultats de cette étude à l'inspection des installations classées sous 1 mois après la signature du présent arrêté. Au moins tous les ans ou à la demande de l'inspection, l'exploitant réalise le suivi de ce forage, selon les mêmes modalités. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués par un organisme accrédité et conformément aux méthodes normalisées en vigueur.
Constats :

<p>L'exploitant a présenté la procédure visuelle de contrôle d'absence de fuite (ref 15.2). Selon la fiche d'enregistrement présentée, le premier contrôle a été réalisé le 02/12/24. Il est prévu mensuellement.</p> <p>L'inspection a constaté, à l'arrière de la cabine de traitement du bois par aspersion, un suintement au niveau du flexible d'alimentation en produit de traitement.</p> <p>L'exploitant n'a pas encore finalisé l'étude relative à l'« état zéro de la qualité de l'eau » demandée dans un forage existant hors emprise du site d'étude et situé en aval hydraulique, afin de suivre la qualité de la nappe en cas de doute sur les eaux infiltrées.</p> <p>Il indique que les études hydrogéologiques ont été reprises par ENVISOL. L'exploitant a validé la proposition d'implanter un piézomètre à 30 mètres de profondeur en limite de propriété. La présence d'eau peut y être envisagée à 20 m. En effet, le site présentant une topographie très variée, en bas du site (aval hydraulique supposé), la nappe est plus accessible et le risque de pollution accidentelle liée à l'activité y est très faible.</p> <p>L'inspection a consulté l'accusé de réception de la commande de l'implantation du piézomètre du 04/12 (Affaire A-2412-826).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant répare la fuite constatée sur la tuyauterie de produit de traitement au niveau de la cabine d'aspersion.</p> <p>Il ajoute le contrôle visuel des tuyauteries à sa procédure de vérification.</p> <p>Concernant la surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques, il transmet l'étude conduite par ENVISOL, justifiant notamment du positionnement en aval hydraulique du piézomètre sous 1 mois et de la représentativité des mesures effectuées.</p> <p>Il transmet les résultats d'analyse sous 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Limitation des niveaux de bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 5.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au plus tard 6 mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la mesure de bruit est prévue pour le 12/12/2024 mais au regard de l'indisponibilité de la machine de travail du bois, la prestation doit être repoussée de façon à ce que les conditions de mesures soient représentatives de l'activité du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Dès la remise en service des équipements (machine de travail du bois, automate), l'exploitant procède à l'analyse de bruit. Il transmet dès réception les résultats à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Stockages de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 6.2.3 et 6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée : Article 6.2.3 [...] Aucune zone extérieure de stockage de bois n'est autorisée sur le site.</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks à jour et le tient à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Bâtiment PLATEFORME</u></p> <p>Cellules 1 et 2 Dans la zone de stockage des bois par transstockeurs et transbordeurs entièrement automatisés sur des cantilevers, la hauteur maximale de stockage est de 13,4 m. Cette hauteur est matérialisée et repérée au sein des installations.</p> <p>Cellule 3 Le bois traité est entreposé sur une aire de stockage à l'ouest des autoclaves, sur un sol étanche formant rétention, à l'abri des intempéries, naturellement ventilé, pendant toute la période de fixation du produit de préservation. La zone au sud (transbordeurs, stockage de produits en attente d'égouttage et stockage de produits bois traités et finis) est équipée d'un revêtement imperméable. Les égouttures éventuelles sont intégralement collectées. Aucune zone extérieure de stockage de bois n'est autorisée sur le site.</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks à jour et le tient à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Bâtiment USINAGE</u> La zone de stockage de masse de 480 m² est dédiée à l'accueil des produits tels que pellets, traverses en chêne ou ganivelles. La hauteur maximale de stockage est de 6 m. La capacité maximale de stockage bois est de 1 000 m³. Le stockage de copeaux et sciures dans le bac de récupération du système d'aspiration des machines de travail du bois est de 1880 kg maximum. Une procédure interne fixe la fréquence et leurs modalités d'évacuation afin de respecter en permanence cette quantité.</p> <p><u>ZONE DE CHARGE</u> Le site ne disposant pas de local de charge spécifique (puissance de courant continue utilisable pour l'opération de charge d'environ 29,4 kW), la charge des batteries des chariots électriques est</p>

réalisée au niveau du bâtiment Plateforme, dans une zone dédiée et séparée de toutes matières combustibles à minima de 10 m, au droit d'un mur REI120.
L'exploitant s'assure que la zone de charges est convenablement ventilée pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive.

Article 6.3.2 Chargement / déchargement

[...]

La présence de bois en extérieur, sur plateau de chargement, est permise uniquement sous auvent pendant les opérations de chargement et déchargement.

Constats :

La présence de bois est constatée sur la zone non couverte (bois traité et non traité) : le volume est estimé à près de 150 m³, sur les surfaces imperméabilisées.

L'exploitant indique que l'espace d'auvent couvert est insuffisant pour accueillir l'ensemble des conditionnements en attente d'expédition. Ainsi, il est contraint de disposer des conditionnements de bois en extérieur : il explique que l'automate de stockage / déstockage des pièces de bois est en arrêt technique (car il présente des défauts de fonctionnement et est toujours en phase de réglage). Ainsi, les conditionnements sont manœuvrés par les opérateurs à l'aide des engins de manutention classiques, ce qui nécessite leur dépôt temporaire au sol. En fin de journée, l'ensemble des conditionnements est remis sous abri.

L'inspection constate en effet que les racks de l'entrepôt principal sont très peu remplis.

L'inspection a constaté également la présence de stockage de bois dans la cellule identifiée C2 du bâtiment Usinage dans l'étude de dangers (zone de travail du bois) sur une hauteur supérieure à 3m.

Concernant la zone de charge, l'inspection a constaté que la zone dédiée n'est pas située au droit d'un mur REI120 (les postes de charge sont placés sur le mur extérieur en bardage) et qu'elle est surplombée par des rayonnages métalliques supportant des matières combustibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant assure le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation et de son dossier de demande d'autorisation, notamment l'étude de dangers, concernant les stockages de bois et l'implantation de la zone de charge des batteries des chariots électriques.

Il adapte les quantités stockées aux capacités techniques d'accueil et de manutention du site.

Il transmet le plan des stockages à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 6.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par les arrêtés ministériels applicables précités et

complétés et précisés comme ci-après :

- un dispositif de sprinklage dans les cellules 1 et 2 du bâtiment Plateforme, assurant la détection automatique incendie dans cette zone (sprinklage en tête du bâtiment et au sein des niveaux de stockage) , et disposant d'une réserve d'eau de 630 m³.

Le local sprinkler est équipé d'un groupe motopompe, avec 2 réserves d'eau d'un volume de 630 m³ pour la source B et de 30 m³ pour la source A. Les pompes sont interconnectées au niveau de leur aspiration pour assurer la sécurité / redondance / maintenance à chaque instant.

- deux réserves souples d'eau incendie de (360 m³ et 240 m³) et une réserve fixe de 1200 m³ ;

- d'au moins 7 robinets d'incendie armés (RIA) au niveau de la cellule 3 du bâtiment Plateforme et d'au moins 4 RIA au niveau du bâtiment Usinage ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'ensemble des installations du site (intérieur des locaux, aires extérieures, lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements), bien visibles et facilement accessibles ;

- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée aux risques, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;

- de neutralisants adaptés aux risques en cas d'épandage ;

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- d'un système interne d'alerte incendie.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an, à l'exception de l'installation de détection incendie et du système d'extinction automatique à eau (sprinklage) dont la vérification est au moins semestrielle.

Constats :

Le site dispose de deux réserves souples de 250 m³. Le dossier d'autorisation prévoyait une bache de 240 m³ à l'entrée du site et une bache de 360 m³ à proximité du bassin de rétention.

L'exploitant doit justifier que cette situation permet d'assurer la défense incendie du site et, le cas échéant, solliciter la modification de l'arrêté préfectoral (porter à connaissance) ou mettre en conformité les installations.

Le site dispose également d'une cuve d'eau incendie (N°5774, d'un volume de 1200 m³, d'un diamètre de 11,7 m). La cuve est équipée d'un manomètre indiquant le jour de la visite 9,5 bar. L'exploitant a confirmé que cette pression indique que la cuve est pleine.

Le local sprinklage dispose de la cuve n°5773 d'un volume de 623 m³ et de la cuve n°5775 d'un volume de 31 m³. Ces deux cuves sont équipées d'un manomètre, indiquant respectivement le jour de la visite 6,5 bar et 2 bar. L'exploitant indique que les cuves sont pleines.

Le ferme-porte du local Sprinklage est hors-service.

Les réserves disposent de raccords pompiers et d'aires d'aspiration permettant de mettre en aspiration les engins. Elles ont fait l'objet d'une reconnaissance opérationnelle par le SDIS le 11/12/2024.

Afin d'améliorer la connaissance du volume d'eau contenue dans les différentes réserves d'eau, l'exploitant doit disposer d'un abaque permettant de faire la conversion entre la pression indiquée par le manomètre et le volume d'eau contenue dans chaque réserve.

L'inspection a consulté les rapports de vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- Alarme incendie : rapport DESAUTEL du 13/08/24, sans observation ;

<ul style="list-style-type: none"> - Extincteurs : rapport DESAUTEL du 16/08/24, 1 extincteur à remplacer : observation levée ; - Désenfumage : rapport DESAUTEL du 13/08/24, sans observation. - Sprinklage : rapport UXELLO du 17/10/24 (le contrôle précédent a été réalisé 31/01/24). Etat satisfaisant. <p>Les rapports de vérification périodique sont gérés via le logiciel de GMAO, qui permet également le suivi des observations.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la temporisation entre le déclenchement du sprinklage et celui des ouvrants de désenfumage.</p> <p>L'implantation des RIA n'est pas réalisée. L'inspection a consulté le devis (offre UXELLO, référencée n°RIA-012-924464 du 29/05/2024), validé par l'exploitant. Il ne contient pas de délai d'intervention. L'exploitant attend un courriel du prestataire relatif à ce délai.</p> <p>L'inspection a consulté les rapports de vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alarme incendie : rapport DESAUTEL du 13/08/24, sans observation ; - Extincteurs : rapport DESAUTEL du 16/08/24, 1 extincteur à remplacer : observation levée ; - Désenfumage : rapport DESAUTEL du 13/08/24, sans observation. - Sprinklage : rapport UXELLO du 17/10/24 (le contrôle précédent a été réalisé 31/01/24). Etat satisfaisant. <p>Les rapports de vérification périodique sont gérés via le logiciel de GMAO, qui permet également le suivi des observations.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la temporisation entre le déclenchement du sprinklage et celui des ouvrants de désenfumage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que ses moyens en eaux permettent d'assurer la défense incendie du site et le cas échéant, met en conformité les installations ou sollicite la modification de l'arrêté préfectoral via une justification du bon dimensionnement des moyens incendie (porter à connaissance).</p> <p>Il complète les informations nécessaires sur les cuves d'eau : il met en place les abaques permettant de faire la conversion entre la pression indiquée par le manomètre et le volume d'eau contenu dans chaque réserve.</p> <p>Il justifie de la temporisation entre le déclenchement du sprinklage et celui des ouvrants de désenfumage.</p> <p>Il justifie de la mise en place des RIA prévus par son arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Il remet en état le ferme-porte du local Sprinklage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 6.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée :

<p>La rétention des eaux d'extinction est réalisée conformément aux dispositions ci-après. Les eaux sont ainsi stockées puis évacuées vers des filières spécifiques.</p> <p>Au niveau du bâtiment Plateforme cellules 1 et 2, le confinement est assuré par 2 fosses de 1500 m³ chacune.</p> <p>Au niveau du bâtiment Plateforme cellule 3, le confinement est assuré par un confinement d'un volume minimal de 890 m³. La partie de ce bâtiment où sont stockées des matières dangereuses en quantité supérieure à 2 m³ ne peut pas servir de confinement interne.</p> <p>Au niveau du bâtiment Usinage, le confinement est assuré par un confinement d'un volume minimal de 590 m³. La partie de ce bâtiment où sont stockées des matières dangereuses en quantité supérieure à 2 m³ ne peut pas servir de confinement interne.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de dimensionnement des confinements.</p> <p>Les volumes des rétentions et capacités concourant au confinement sont maintenus disponibles en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au niveau de la cellule 3 du bâtiment Plateforme, le confinement à assurer est d'un volume minimal de 890 m³, sans prendre en compte la partie de ce bâtiment où sont stockées des matières dangereuses en quantité supérieure à 2 m³. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de ce volume. De plus, il n'y a pas de batardeaux disponibles au niveau des ouvrants de la cellule 3.</p> <p>L'inspection a constaté que 2 des 3 portes coupe-feu séparant les cellules 1 et 2 du bâtiment Plateforme de la cellule 3 ne peuvent pas descendre jusqu'au sol en raison des rails de l'automate mis en place. L'exploitant doit justifier que le niveau coupe-feu attendu est garanti.</p> <p>Au niveau du bâtiment Usinage, l'exploitant doit justifier des modalités de rétention pour la cellule 1 (volume calculé de 465 m³) et que l'ensemble des eaux d'extinction se dirigeraient bien vers la cellule 2 de ce bâtiment, seule à disposer de batardeaux.</p> <p>L'inspection a constaté que, pour deux des 3 ouvrants, les batardeaux ne sont pas mis en place en fin de journée, alors que le site n'est plus en activité au moment de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie du respect des volumes et des modalités de rétention des eaux d'extinction pour chaque bâtiment ainsi que des niveaux coupe-feu attendus.</p> <p>Le cas échéant, il met en place les dispositifs complémentaires nécessaires pour garantir en toutes circonstances la rétention des eaux d'extinction et les niveaux coupe-feu attendus.</p> <p>Il met en place une procédure de mise en place des batardeaux lorsque le site n'est pas en activité de façon à garantir leur efficacité à tout moment.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>